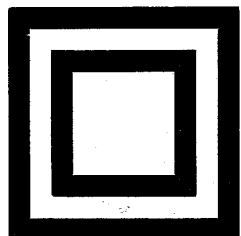


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.
Marc Sangnier



la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

1975

LE DROIT ET LES FAITS

700.000

chômeurs ! En ce temps des vœux, notre pensée va d'abord à tous ceux qui ont perdu leur emploi ainsi qu'à ces jeunes qui cherchent vainement à travailler pour vivre et qui, parfois, tombent dans la délinquance parce que la société reste sourde à leurs besoins et à leurs aspirations. Cette société, représentée en l'espèce par son Ministre de l'Industrie et de la recherche, voit d'un air satisfait les fiançailles entre le roi du coton et le roi de la laine : le Groupe Bousac (une centaine de sociétés plus le journal « L'Aurore ») et le Groupe Prouvost résultat, lui-même, de concentrations du textile, plus le journal « Le Figaro ». Ce regroupement, de même que celui de Peugeot-Citroën et de Berliet-Saviem, constitue, comme le chômage, des symptômes de la crise.

La C.G.T. et la C.F.D.T. mieux unies que le P.C.F. et le P.S., ont manifesté devant le siège du C.N.P.F. pour obtenir la garantie du droit au travail.

Le préambule de l'actuelle Constitution indique que chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Il précise aussi : « Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité ».

Ces messieurs-du-pays-légal, majorité et président, sont incapables de satisfaire l'immense majorité du pays réel (1) — les ouvriers, les employés, ces petits employeurs aussi qui représentent 60 % de la production — et ignorent superbement la Constitution au lieu de l'appliquer. Le nombre des chômeurs grossit ; les monopoles de fait pèsent sur le pouvoir, qui refuse les nationalisations nécessaires et s'engage dans la logique même de son système, vers une privatisation des services publics, tels feu l'O.R.T.F.

Il est impensable que la gauche accède au gouvernement, comme syndic de faillite. Souhaitons qu'unie dans sa diversité, elle mette en application les projets du Programme Commun et amorce les profondes réformes de structures que la nation considère de plus en plus comme une nécessité vitale.

(1) Rappelons que la distinction entre pays légal et pays réel est de Victor Hugo, qui reprochait à Louis-Philippe de confisquer les droits démocratiques et « l'absorption du pays réel par le pays légal ».

- L'ENTREPRISE EN QUESTION
- LE GACHIS
- UN SOCIALISME POUR LA PERSONNE
- CAMBODGE A L'ENCAN
- LES HOMMES ONT FAIM
- IDÉOLOGIES
 - Voyage à l'intérieur du P.C.F.
 - Demain l'Espagne

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1974 — N° 95

PÉRIODIQUE

Numéro : 3 F

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong
Rédactrice en Chef :
Marcelle Leconte-Souchet
Directeur Technique :
Daniel Jeanpierre
Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 1905 - 12-74

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F etc

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

L'ENTREPRISE EN QUESTION

Claude-Roland Souchet



« t ant qu'il y aura la monarchie dans l'usine, il n'y aura pas de république dans la société ». Cette constatation en forme de prédiction n'a jamais connu une telle actualité. La citation de Marc SANGNIER, mot pour mot, se publie bien au-delà du socialisme personnaliste.

Sans doute, la crise générale du capitalisme est loin d'être étrangère à la remise en cause du pouvoir dans l'entreprise. Chacun perçoit mieux la contradiction entre le fait que les travailleurs sont massivement majoritaires dans la production, tandis qu'ils restent tenus pour minoritaires dans le fonctionnement des Institutions de la V^e République.

Mais, avec la prolongation de la scolarité, avec aussi l'influence des mass-media, et malgré l'orientation de l'enseignement officiel dans le sens d'une reproduction des structures socio-économiques, une prise de conscience se développe dans l'opinion publique : il apparaît comme de plus en plus intolérable que les rapports patrons-ouvriers prennent un si grand retard sur le développement continu des moyens de production, sans cesse perfectionnés par une technologie galopante.

Les quelques droits conquis depuis les Accords de Grenelle de 1968, tels que la section syndicale d'entreprise, ne retirent rien à cette évidence : le travail est subordonné au capital, au point même que, par exemple, des textes « sociaux », comme ceux relatifs aux comités d'entreprises, restent lettre morte dans de nombreux établissements.

Les sciences et les techniques progressent, les mentalités aussi mais des hiérarchies d'un autre âge, à travers des modifications apparentes, se survivent. Malgré l'affinement des techniques de gestion, comme le traitement des données sur ordinateur, le rôle du travailleur ne prend pas la taille qui lui échoit, dans cet immense ensemble en mutation. L'élément humain est comptabilisé ni plus, ni moins, que les matières premières, les machines et les capitaux. Le chef d'une entreprise de quelque surface s'intéresse à son personnel pour mieux l'intégrer et augmenter, par ce biais, la productivité. L'association capital-travail sert fondamentalement le capital.

La révolution qui mûrit dans les esprits tend à renverser l'ordre des valeurs et à préférer la personne du travailleur aux records de bénéfices des sociétés cotées en Bourse.

Déjà, par le moyen de la négociation, les syndicats démontrent que l'amélioration des conditions de travail et celle du pouvoir d'achat valorisent le travailleur et le préparent à jouer un rôle décisif dans l'entreprise de demain.

Une recherche de l'équilibre des pouvoirs dans l'entreprise commence à préoccuper singulièrement les milieux dirigeants. En Allemagne Fédérale, le Directeur général de Krupp propose la co-gestion paritaire à toutes les entreprises de plus de 200 salariés (« Le Monde », 26 octobre 1974). Le Gouvernement français désigne une commission d'études, au moment même où des entreprises privées de première grandeur donnent des signes d'épuisement et même déposent leur bilan, en demandant le secours de l'Etat.

A l'Assemblée Nationale, des revendications de type poujadiste cèdent le pas à l'affrontement, par députés interposés, d'un monopole français et d'un rival américain, sur le mérite comparé d'avions de combat.

La réforme de l'entreprise prend aujourd'hui une dimension internationale et passe par la nationalisation des secteurs-clés de l'économie. Pour faire face à la stratégie des multi-nationales, les salariés doivent s'organiser à une nouvelle échelle, et obtenir des moyens légaux, afin de défendre et d'élargir leurs droits sur les lieux de travail.

On admet maintenant les interférences de l'économie et du politique. Il convient donc de compléter en ces termes la sentence de Marc SANGNIER : Tant que le grand capital régnera dans la société — qu'il s'agisse du Parlement, du Gouvernement, de la Presse écrite et audio-visuelle, ainsi que de maints autres secteurs de la vie publique — la « monarchie absolue » défendra, dans l'usine, ses positions.

Cependant, depuis l'Affaire Lip et les difficultés croissantes de certaines grandes entreprises comme Titan-Coder, la Néogravure, en raison même du nombre des licenciements collectifs, les progrès d'une plus grande conscientisation chez les travailleurs jouent en faveur de l'idée d'une « monarchie constitutionnelle ».

Dans le cadre d'un régime de transition, la démocratisation de l'entreprise peut nécessiter une Déclaration des Droits du Travailleur et de ses élus, non pas une proclamation sans effets pratiques, mais une charte concrète et précise capable d'éliminer le bon plaisir patronal et de promouvoir, parmi ceux qui produisent, une information approfondie et un contrôle efficace, conditions nécessaires à une prise en charge, pour l'avenir, des unités de production d'une importance nationale ou régionale.

La conquête progressive de l'appareil d'Etat, dont la réalisation du Programme Commun pourrait constituer une étape, est inséparable d'une défense vigilante, au jour le jour, des intérêts de toutes les couches sociales touchées par l'inflation, la récession et le chômage.

Le mouvement dialectique, qui emporte vers le socialisme structures de l'entreprise et structures de la société globale, ne vise à rien de moins qu'à un progrès qualitatif : les hommes s'enrichissent infiniment plus en développant leur responsabilité et leurs relations inter-personnelles qu'en accumulant à leur profit des objets inertes, d'une valeur marchande élevée. Les relations enrichissent mieux la personne que la possession. D'elles, dépendent la créativité et la personnalisation.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE propose donc une éthique qui rejoint ce politique projet : changer la vie, jusque dans l'entreprise, mais patiemment, en tenant compte des conditions historiques de notre pays, au moment considéré.

SOCIAL LE GACHIS

grèves aux P. et T., dans les hôpitaux, à l'O.R.T.F., dans l'ensemble de la fonction publique. Dans la foulée du mouvement déclenché, il y a peu, dans les banques, ces débrayages massifs traduisent clairement l'ampleur du malaise qui s'est emparé de la fonction publique en particulier, du secteur public et nationalisé en général. Cette inquiétude pour l'avenir, ce mécontentement dans le présent, trouvent leur pendant dans le marasme du secteur privé, dans les faillites retentissantes avec leurs cortèges de réduction d'horaires, de chômage partiel, de licenciements et surtout d'absence de tout recrutement, ce qui contribue à allonger la liste des demandeurs d'emploi disponibles, plus particulièrement chez les femmes et les jeunes en quête d'un premier emploi.

La course à l'agiotage, au profit facile, aux placements à taux d'intérêts élevé, entraîne inexorablement un mouvement de concentration, la quête du monopole de marché qui est, à la limite, l'antipode de l'économie dite de marché ou de concurrence. Parallèlement, on assiste à l'écrémage impitoyable des petites et moyennes entreprises, commerciales et industrielles, qui ne peuvent suivre le mouvement. Les capitaux disponibles « s'évadent » alors vers des activités ou des valeurs marginales et non-productives, des opérations de spéculations foncières à l'acquisition de biens précieux, tableaux de maître ou métaux rares. Telles sont les contradictions de l'économie de profit : de contradiction en contradiction, la concurrence ne joue plus son rôle, la monnaie remplit de moins en moins sa fonction de régulateur du marché et le consommateur, dont les revenus sont obérés et par les hausses de prix et par la dîme de plus en plus lourde acquittée à l'Etat, voit son pouvoir d'achat réel fondre comme neige au soleil.

Les « ajustements juridiques, économiques et sociaux que l'on découvre » au jour le jour pour colmater les brèches et tenter de sauver le système, secrètent leur arsenal de lois et décrets, de contrôles tatillons, d'interventions dirigistes mais inopérantes que seule une floraison de services administratifs nouveaux permet de mettre en application. L'appareil juridique explose et la fragile enceinte des administrations traditionnelles craque de toutes parts. La vocation humaine du « service public » est noyée sous le raz-de-marée des textes de lois et de la paperasse, y compris celle suscitée par l'introduction de l'informatique, qui se superpose souvent aux services traditionnels.

Pour y faire face, on recrute à la hâte, des « demi-soldes » d'agents contractuels, intérimaires, temporaires, vacataires et autres, payés au rabais, souvent sans véritable statut juridique, donc sans garantie de salaire, d'avancement et de stabilité. Il est de plus en plus évident que la maîtrise des rouages économiques échappe aux apprentis sorciers du néo-libéralisme. Ce n'est pas en modifiant la Marseillaise ni en faisant défiler à pied de la République à la Bastille les conducteurs de chars, que l'on y parviendra.

LA JEUNE-REPUBLIQUE a depuis longtemps avancé plusieurs solutions : la maîtrise du développement économique passe par la mise hors-la-loi du profit sous toutes ses formes car qui dit profit dit exploitation d'autrui ; par la nationalisation et les socialisations des principaux secteurs de la production na-

tionale ; par la création à l'échelon de la commune, du quartier, de la région, de la nation, d'un puissant syndicat national d'usagers et de consommateurs, en mesure de peser sur les prix à la consommation. Ces mesures doivent être assorties d'une réforme monétaire en profondeur, d'une ré-orientation globale de notre fiscalité, d'une modification du statut de l'entreprise, d'une large décentralisation des activités économiques, sociales, culturelles, administratives, par l'attribution à tous les citoyens, de la naissance à la mort, d'un revenu social garanti(avec sa contrepartie d'un service social obligatoire, de l'élaboration d'une stratégie d'antiviolence, de défense passive et de désarmement contrôlé, de la cessation de toutes ventes d'armement et de matériel de guerre à l'étranger, de la création d'un Haut conseil des droits de l'homme, etc...

G. B.

UN SOCIALISME POUR LA PERSONNE

Gérard Brissé

marc SANGNIER souhaitait porter au plus haut degré la conscience et la responsabilité de chacun. Emmanuel MOUNIER évoquait la « transfiguration patiente du quotidien ». Telle est bien, effectivement, la pierre angulaire de toute édification d'une cité viable. C'est là ce qui constitue la spécificité de notre vocation de rassemblement de tous ceux qui militent pour un tel idéal. Et c'est pourquoi nous ne pouvons accepter une quelconque assimilation avec une organisation monolithique, quelle qu'elle soit. C'est la raison pour laquelle les limites d'une action concertée avec tous les mouvements ou partis de progrès se situent dans le cadre d'une large Confédération générale des forces de gauche, respectueuse de l'originalité historique des tendances qui la composent.

LA JEUNE-REPUBLIQUE, créée sous l'impulsion de MARC SANGNIER comme ligue en 1912, puis transformée en parti en 1936, a participé dès qualités aux grands rassemblements populaires des années 30, puis de la Libération. Organisation laïque, elle a aujourd'hui plus que jamais vocation au rassemblement de tous les adeptes d'un socialisme pour la personne — et singulièrement les chrétiens — pour leur permettre de trouver les voies et les moyens de faire passer leur idéal dans la pratique de l'aménagement d'une société sans classes.

Christianisme et marxisme, en tant que conception globale du monde, sont incompatibles mais peuvent s'avérer complémentaires. Il n'est pas possible, il n'apparaît pas souhaitable, de s'affirmer à la fois chrétien et marxiste. Mais le marxisme athée, qui est dialectique, méthode et organisation, et le christianisme, en tant qu'idéal, foi, éthique révélée, peuvent coexister dans le respect mutuel de leurs certitudes respectives, dans leurs efforts réciproques pour parvenir à la libération de l'homme.

Voilà donc reposé le débat permanent entre « ceux qui croient au Ciel » et « ceux qui n'y croient pas ». Débat d'idées, mais qui trouve son prolongement dans la vie de chaque jour. Débat qui débouche nécessairement sur une conception métapolitique — le terme est de Claude-Roland Souchet, secrétaire général de La Jeune-République — c'est-à-dire qui va au-delà de la politique, de l'homme dans la société.

Ce faisant, il ne saurait être question de ressusciter une quelconque « démocratie chrétienne » ou encore « christianisme social », de sinistre mémoire, mais plus simplement, de répondre dans la pratique à un besoin de renouvellement, d'expression et de cohésion, qui se manifeste au cœur de tout « homme de bonne volonté ». La Jeune-République n'est pas un parti « confessionnel », ce qui, du reste, constituerait un non-sens.

L'intervention-relais d'une organisation comme LA JEUNE-REPUBLIQUE procède d'une technique qui permet de faire découvrir à ses interlocuteurs les vérités qu'ils portent en eux. Cet idéal et cette technique, qui plongent leurs racines dans le cheminement de survie de l'Humanité depuis ses origines, trouvent tout naturellement leur place et leur dimension concrètes dans le courant personnaliste.

Le socialisme pour la personne s'inspire d'une constatation bien simple, à savoir qu'aucune société, aucune civilisation humaines n'ont pu survivre sur la base de la violence, de la haine, de l'injustice, de l'inégalité. Ce socialisme-là affirme donc sa vocation spécifique à côté des autres courants du socialisme, et les transcende. Il représente, à cet égard, et sans conteste, cette « TROISIÈME COMPOSANTE » de la Gauche, à laquelle il fut fait allusion ces derniers temps dans la presse. Désormais, il n'est plus possible d'évoquer cette « troisième composante » sans mentionner le PARTI DE LA JEUNE-REPUBLIQUE.

Le meilleur service que nous pouvons ainsi apporter à la Gauche est de demeurer nous-mêmes, en offrant notre concours et notre solidarité aux autres courants sur des points précis chaque fois que les circonstances l'exigeront. C'est l'intérêt évident de tous ceux qui croient à l'épanouissement et à l'avenir d'un socialisme pour la personne d'adhérer massivement à notre parti pour que, tous ensemble, nous puissions contribuer à bâtir une communauté visible.

POLITIQUE INTERNATIONALE

CAMBODGE A L'ENCAN

Une fois de plus, l'Assemblée générale des Nations Unies qui, quelques jours plus tôt, a fait ovation à l'Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.) de Yasser Arafat, a reporté aux Calendes grecques le vrai débat sur le rétablissement dans ses droits légitimes de l'Etat cambodgien représenté par Norodom Sihanouk. Ce qui signifie que le Cambodge continuera à être représenté à l'organisation internationale par un « gouvernement fantôme », celui de Lon Nol, entièrement soutenu et financé par la C.I.A. américaine, et qui ne représente que lui-même, dans un pays où les partisans de Samdech Norodom Sihanouk contrôlent effectivement quatre-vingt-dix pour cent de la population et gouvernent la quasi-totalité du territoire, hormis l'ex-capitale Phnom Penh et quelques centres urbains, ce qui contribue à entretenir l'équivoque auprès des chancelleries étrangères.

Pourtant, le vote semblait assuré en faveur du Gouvernement royal d'union nationale. Que s'est-il donc passé ? Dans les couloirs du palais de verre de Manhattan, on affirmait que plusieurs délégations n'avaient pas été insensibles aux pots-de-vin en dollars distribués à profusion par l'actuel « Premier Ministre » de Phnom Penh, M. Long Boret, « l'honorable correspondant » de la C.I.A. Plusieurs « gouvernements » ayant promis d'apporter leur concours au Président du Front Uni National du Cambodge, se sont finalement ralliés à la résolution américaine demandant aux « parties autochtones » (sic) d'entamer « des pourparlers en vue d'un règlement pacifique ». Cette proposition constitue tout simplement un non-sens. La réponse a du reste fusé, immédiatement, cinglante : « pas question d'entamer des pourparlers avec le régime de Phnom Penh, ce qui reviendrait à placer définitivement l'Etat Cambodgien sous la coupe du néo-colonialisme américain ».

Toute solution « à la laotienne » doit être exclue pour le Cambodge, tant il est vrai que les deux pays sont différents, les solutions aussi.

Au Laos, les deux forces, celle de droite occupant les riches plaines du Mékong, celle de gauche regroupant les populations des Hauts Plateaux, s'équilibrent à peu près. La paix pouvait être conclue sur la base d'un compromis, grâce aux efforts des neutralistes. Au Cambodge, rien de semblable. La disposition des forces est telle que quelques milliers de personnes (hommes d'affaires, militaires), qui soutiennent le régime de Phnom Penh ne doivent véritablement leur salut que grâce à un pont aérien

permanent en armes, en vivres (Phnom Penh ne consomme que du riz américain) et en hommes (on parle de 15.000 hommes, tous américains, servant au Cambodge sous des étiquettes diverses, que Washington leur fournit).

Pendant ce temps, la situation continue à se dégrader dans la capitale cambodgienne devenue, selon de récents témoignages, la ville la plus sale du monde, alors qu'elle a à juste titre la réputation d'être l'une des plus propres. La famine, les épidémies ont fait leur apparition dans un pays qui les avait oubliées depuis plusieurs dizaines de générations. L'insécurité est croissante dans les rues de Phnom Penh. Les actes de piraterie, les tentatives de vol et de viol sont monnaie courante. Pour compenser le non-paiement de leur solde, les soldats de Lon Nol se paient chez les habi-

tants et dans les restaurants de la capitale, tandis que les officiers roulent en Mercedes. Pour échapper à la conscription, les jeunes se terrant dans leurs maisons. La corruption est partout. La communauté européenne a, elle aussi, évolué. Aux sages experts en tous genres a succédé une population suspecte à l'affût de tous les trafics et de leurs retombées en dollars.

Telle est la triste réalité que les nations représentées à l'O.N.U. ont, une fois de plus, consacrée par leur vote... avec la complicité du représentant du Quai d'Orsay qui, lui, s'est abstenu ! Combien de morts faudra-t-il encore ajouter au palmarès sanglant du Cambodge contemporain pour que les réalités cambodgiennes soient enfin reconnues ?

G. B.

DES HOMMES ONT FAIM

a l'heure du dîner, de temps à autre, la télévision projette à notre figure des êtres humains squelettiques, surtout des enfants, dont le regard désolé nous rappelle que du Sahel au Bangladesh, de Ouagadougou (Haute-Volta) à Dacca (Bangladesh), ces hommes nous interpellent, si lointains et si proches.

Ce Tiers Monde représente les deux tiers de la population mondiale. Sa population doublera avant la fin du XX^e siècle.

Le rapport annuel pour 1973 de la F.A.O., organisation spécialisée des Nations Unies, nous prévient : « La situation alimentaire mondiale est plus difficile en 1973 qu'elle ne l'avait jamais été depuis les années immédiatement consécutives aux dévastations de la seconde guerre mondiale. Les stocks de céréales sont tombés au plus bas niveau enregistré depuis 20 ans... La production alimentaire mondiale a été plus faible en 1972 qu'en 1971, alors qu'il a fallu nourrir 75 millions d'hommes en plus ».

Nul ne peut ignorer par ailleurs que les dépenses d'armement en 1972 atteignirent 220 milliards de dollars. Les pays en voie de développement n'ont reçu des 16 pays les plus riches du monde occidental que 8.600 millions de dollars, soit la moitié des sommes promises par l'O.N.U. (V^e Faim et Développement - août-septembre 1974).

Certes, des remèdes sont envisagés. C'est ainsi qu'un ministère de la coopération a été créé et pourvu d'un titulaire, M. Pierre Abelin, administrateur du Laboratoire de Matériel Téléphonique (L.M.T.), filiale de l'International Telephon and Telegraph Compagny plus connue sous ses initiales I.T.T. Le Ministre est très favorable à « l'aide liée » : les subventions sont accordées aux pays qui acceptent de passer des commandes, notamment en équipement hydro-électrique, à des entreprises françaises.

En octobre 1974, le Président de la Banque Mondiale de l'Alimentation et de la Recherche Agricole annonce que, dans les pays sous-développés, des centaines de milliers d'hommes se trouvent en danger de mort.

L'aide bi-latérale ou multi-latérale ne résoudra pas tous les problèmes. Il faut envisager une transformation sociale et économique des pays qui restent économiquement colonisés par des sociétés multinationales et souvent exploités par des oligarchies locales. En Amérique du Sud par exemple, les paysans doivent devenir propriétaires des terres qu'ils cultivent et appliquer des techniques modernes d'exploitation. Pourquoi, aussi, ne pas nationaliser certaines filiales d'I.T.T. ?

La solidarité mondiale exigerait des réformes de structure profondes, à l'échelle de cette planète, où le plus lointain s'identifie peu à peu comme notre prochain.

IDÉOLOGIES (III)

deux journalistes, André Harris et Alain de Sedouy, ont réalisé un « VOYAGE A L'INTÉRIEUR DU PARTI COMMUNISTE » (Seuil). *Tourisme ? Ethnologie ? Ou, plus sérieusement, un honnête reportage. Ils ont interviewé nombre de militants de la base au sommet. Paru entre la fête de l'Humanité, début septembre, et le XXI^e Congrès extraordinaire du Parti, fin octobre, ce livre montre que les communistes veulent en finir avec l'image de la société secrète téléguidée, que l'idéologie dominante répand dans l'opinion.*

Les membres du P.C.F. veulent se situer historiquement dans la tradition républicaine de la révolution française de 89 et, s'ils se réfèrent plus souvent à la révolution russe de 1917, ils s'expriment plus librement à l'égard de certains événements qui surviennent dans les pays socialistes et qui troublent les militants apparemment les plus insensibles. On se souvient du courageux article d'Aragon, dans les *Lettres Françaises*, intitulé « Un Biafra de l'esprit », lors de l'avancée des blindés est-allemands dans la démocratie populaire de Tchécoslovaquie. Déjà, en 1956, le peintre Edouard Pignon avait condamné l'intervention soviétique en Hongrie, sans être exclu.

Malgré les nuances d'opinion, la cohésion du Parti reste inentamée. L'apprentissage de la théorie et l'expérience que donne la pratique constituent les meilleurs garants de l'unité et de la progression de l'ensemble, par l'élévation du niveau de conscience et l'ampleur grandissante des luttes, non seulement de la classe ouvrière mais de toutes les couches sociales victimes du Capitalisme Monopoliste d'Etat (C.M.E. pour les familiers).

Les catholiques font souvent l'objet d'une attention privilégiée et peuvent, bien sûr, adhérer. S'il y a une contradiction entre le matérialisme historique et leur foi chrétienne, c'est leur affaire. En fait, selon les témoignages cités, la foi se disloque en milieu marxiste.

Une conversation avec un couple communiste — lui, fraiseur et elle, professeur agrégé, l'un et l'autre « intellectuels » — montre qu'être communiste, ce n'est pas seulement prendre la carte du parti, c'est une certaine manière d'être au monde, qui concerne de nombreux secteurs de la vie quotidienne. De même, être un journaliste communiste, c'est accepter d'être moins bien rémunéré que ses confrères, mais c'est aussi sélectionner les informations, en fonction des objectifs du Parti et de son idéologie. Pour le militant, le moi est vraiment haïssable. Pas de carriérisme. Pas de candidatures. Chacun est coopté selon ses compétences.

Le mot d'ordre actuel, c'est l'union du Peuple de France. A l'exception des monopoles, tout le monde est appelé à re-

joindre les positions de la classe ouvrière et de son avant-garde, le P.C.F., dans le cadre des alliances de toutes les victimes du C.M.E.

Il faut ajouter que les communistes de 1974, s'ils se prononcent pour le pluralisme des partis et la voie française du socialisme, insistent de plus en plus sur les progrès accomplis dans le domaine social et économique par les pays socialistes de l'Est européen.

Dans la France d'aujourd'hui, la victoire de la gauche approche. « Une nouvelle logique, sur le plan économique, permettra de comprendre et de maîtriser, étape après étape, la montée vers le socialisme, sans pour autant négliger les réponses aux difficultés présentes des masses populaires ». Reconnaissons que la lecture des événements par la grille marxiste présente toute la séduction d'une théorie cohérente, sans cesse enrichie par une pratique.

Les rapports de production doivent s'accorder aux progrès rapides des forces productives, sans que l'intervention de l'Etat soit spécialement renforcée. Au contraire, mêmes « les libertés et la démocratie constituent un levier de transformation économique et sociale indispensable », selon Philippe Herzog, professeur à l'Ecole Centrale du Parti. Même si le point de rupture, le point nodal reste indéterminé, « les idées avancent », les « luttes s'amplifient », avec cet objectif du Programme Commun : soustraire à l'influence de la grande bourgeoisie certains secteurs clés de l'économie par des nationalisations limitées, avec l'appui d'une majorité massive.

Le vieux mot d'ordre « classe contre classe » ne répond plus aux nécessités du jour, et notamment, à la montée des nouvelles générations mieux instruites et plus ouvertes. Comme l'indique Jacques Duclos, le XX^e congrès fut un congrès d'ouverture en direction des socialistes (le XXI^e Congrès extraordinaire, ajoutez-nous, fait appel plus largement au peuple de France).

La solidarité prolétarienne avec l'Union Soviétique n'empêche plus les militants de considérer le Stalinsisme comme un phénomène spécifiquement russe, en un pays dépourvu de traditions démocratiques et longtemps menacé de l'intérieur et de l'extérieur, comme la France de 93. Par ailleurs, comme le fait remarquer un historien, Jean Elleinstein, la classe ouvrière au pouvoir ne signifie pas que les ouvriers participent directement à la politique. Le même auteur reconnaît que la liberté d'expression n'existe pas en U.R.S.S., alors que « la liberté est un phénomène indivisible ». De quoi apaiser les non-communistes les plus sourcilleux et renforcer l'union de la gauche.

Il peut être réconfortant de constater que des marxistes assument la culture dite bourgeoise et se proposent de la

dépasser, en la popularisant, ou plus exactement, en « élargissant la base de masse des créateurs ».

Ainsi que le rappelle un communiste vendéen — cela existe — « l'individu est un être social qui ne peut pas vivre en individu isolé ». Il ajoute que le bonheur intégral n'est pas pour demain et que le socialisme n'est pas une panacée : seulement un moment de l'histoire humaine.

Les auteurs de cette vivante randonnée dans le monde très divers des communistes français rappellent, dans leur conclusion, le vœu de M. Giscard d'Estaing d'institutionnaliser l'opposition — le Parti Socialiste — jusqu'à gouverner un jour avec lui. Le « statut de l'opposition », selon le Président de la République, ne paraît pas concerner le Parti Communiste.

Ce problème prendra une acuité toujours plus vive, à mesure que le Gouvernement de M. Chirac se trouvera en difficulté, face au monde du travail.

Le Parti Socialiste jouera-t-il le rôle de la gauche dynastique du temps de Louis-Philippe, ou contestera-t-il « radicalement » les fondements mêmes du régime ? Ira, ira pas, un beau jour, à une audience de l'Elysée ? Le Parti Communiste s'est posé la question. En fait, malgré la diversité des éléments qui composent le Parti Socialiste, il n'y a aucune raison de mettre en doute la loyauté de ses dirigeants et leur lucidité politique.

Telle est la dernière réflexion que suscite ce livre qui traite, le plus objectivement possible, de la psychologie des marxistes-léninistes orthodoxes, renommés ou non, et des motivations de ceux qui n'ont pas toujours médité dans le texte Marx et Lénine, avant d'entrer au Parti, mais qui vivent en profondeur leur engagement.

Dans un autre livre publié au Seuil et intitulé « DEMAIN L'ESPAGNE », Régis Debray et Max Gallo ont interviewé Santiago-Carillo, Secrétaire général du Parti Communiste Espagnol. Il est remarquable, et, au demeurant normal, de constater que ses propos rejoignent, plus d'une fois, ceux de ses camarades français.

L'ouvrage commence et s'achève sur une condamnation sans appel de Franco, responsable de la mort d'un million d'Espagnols.

L'après-franquisme est annoncé à partir d'un certain nombre de thèmes, qui font écho à ceux évoqués par les interviewés d'Harris et Sedouy. La situation est, bien sûr, très différente, entre un régime fasciste et le présidentielisme giscardien, mais les méthodes d'interprétation et d'action présentent des aspects comparables.

En dix ans de guérilla (1939-1949), 15.000 militants sont tombés avec l'espoir que l'avenir leur donnera raison. Depuis cette époque, un néo-capitalisme



s'est développé en Espagne. Un certain progrès économique a fait sentir davantage la nécessité de reconquérir les libertés que le franquisme a abolies.

Cette dictature apparaît de plus en plus comme un obstacle au développement des forces productives malgré les efforts des technocrates de l'Opus Dei, et leur idéologie de la croissance. Des groupes sociaux de plus en plus importants sont concernés par le rétablissement d'un minimum de démocratie. C'est pourquoi la direction du Parti a collectivement élaboré, à partir de 1956, une politique de réconciliation nationale qui nécessite un « rapprochement de la classe ouvrière, de la partie la plus libérale de l'armée, et de la bourgeoisie dynamique ».

Deux signes parmi d'autres : la magistrature manifeste des signes d'indépendance à l'égard de la Gestapo franquiste ; l'Eglise, culpabilisée par son comportement pendant la guerre civile, est devenue une alliée précieuse des démocrates espagnols.

Selon Santiago Carillo, la première condition d'une avancée vers le socialisme, c'est un gouvernement d'alliance, qui rétablisse les libertés, y compris une liberté économique, en excluant de toute nationalisation les petites et moyennes entreprises du secteur privé.

Ce libéralisme exige le pluralisme des partis favorables au socialisme, le respect de leur spécificité mais aussi, un programme commun et une discipline commune pour certaines questions. Nous sommes loin du sectarisme d'antan et du mépris des socio-démocrates, attitudes qui, après la première Guerre Mondiale, ont fait le jeu du nazisme, qui a triomphé d'une gauche désunie.

L'ouverture d'esprit du P.C.E. s'étend à la reconnaissance du « fait national catalan, basque et galicien » mais elle entraîne aussi « une position d'indépendance vis-à-vis de l'Union Soviétique ».

Dès lors que l'U.R.S.S. ne se trouve plus assiégée par les Etats capitalistes, que l'Internationale est dissoute et que le socialisme progresse un peu partout dans le monde, selon une voie propre à chaque pays, qu'il s'agisse de la Yougoslavie, de la Chine ou de Cuba, l'obéissance inconditionnelle tend lentement à devenir anachronique.

Le secrétaire général du Parti Communiste Espagnol condamne clairement l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, et il y voit le refus explicite des dirigeants du Kremlin d'admettre une autre forme de socialisme que le modèle soviétique. L'attitude indépendante de Santiago Carillo a renforcé le caractère national de son organisation et a rendu plus crédible son rôle de défenseur des libertés : suffrage universel, droit syndical, droit de réunion et de manifestation, liberté de la presse et liberté de création.

Sans liberté de créer accordée à de nouveaux Picasso ou à de nouveaux Soljenitsyne, il n'est point de forces de la culture massivement disponibles pour rejoindre « la majorité du peuple » et construire l'Espagne de demain et, qui sait, peut-être, l'Europe ?

Cl.-R. S.

ARABES ET ISRAËLIENS, UN PREMIER DIALOGUE (Seuil)

C'est à Jean Lacouture que revient le mérite d'avoir amorcé ce premier dialogue entre deux Arabes, Bahgat Elnadi et Adel Fifaat (pseudonyme Mahmoud Hussein) et un Israélien (Saul Friedländer).

En fait, la guerre arabo-israélienne d'octobre 1973, en réhabilitant les Arabes dans leur propre estime, et en modifiant les rapports de forces, a mis un terme au refus absolu des Arabes de regarder un Israélien et de lui parler.

Saul Friedländer est un historien Israélien d'origine Tchèque, dont le père et la mère ont brûlé dans les fours crématoires d'Auschwitz. Politiquement, c'est un libéral, tandis que ses interlocuteurs s'expriment en marxistes, qui tiennent à faire des distinctions entre les différents Etats arabes et les classes sociales qui peuvent s'y opposer, en même temps qu'il voit dans la discussion une méthode dialectique de faire avancer les choses.

Dans quel sens ? En fait, il s'agit d'un démantèlement par étapes de l'Etat d'Israël, dans la vision d'un Etat démocratique et laïque, où les communautés juives, musulmanes et chrétiennes pourraient pacifiquement coexister. Mahmoud Hussein explique que le problème de l'Indépendance a été perçu par les peuples arabes, « comme une recherche de leur identité collective, comme une affirmation de leur dignité ». « Ces données culturelles... sont essentielles à la compréhension des faits politiques eux-mêmes ».

Si vous remplacez « peuples arabes » par « peuple juif », les mêmes termes pourraient être employés et montrent que les Palestiniens comme les Israéliens revendiquent des droits historiques à la possession d'une même terre : Terre d'Islam selon les uns, Terre d'Israël selon les autres. Lutte inextinguible pour deux identités qui, mutuellement, se nient. Rien n'est donc plus faux, souligne Friedländer, que de réduire le mouvement sioniste à une forme d'impérialisme.

Hors débat, mais non pas hors sujet, cette citation de Lamartine au moment où, en 1832, il abordait la Terre sainte : « Un tel pays, repeuplé d'une nation neuve et juive, cultivé et arrosé par des mains intelligentes, fécondé par un soleil du tropique, produisant de lui-même toutes les plantes nécessaires ou délicieuses à l'homme, depuis la canne à sucre et la banane jusqu'à la vigne et l'épi des climats tempérés, jusqu'au cèdre et au sapin des Alpes, un tel pays serait encore la terre de promesse, aujourd'hui, si la Providence lui rendait un peuple et la politique du repos et de la liberté ». (Lamartine, par Maurice Toesca, p. 293).

NOTES DE LECTURE

Hors débat, mais non hors sujet, cette décision de l'UNESCO de bannir Israël de toute région du monde.

Ce débat se conclut par le souhait des interlocuteurs de voir les nouvelles générations Israéliennes et arabes préférer, elles-aussi, la confrontation à l'affrontement, dans le respect mutuel des deux peuples appelés à vivre ensemble sur une même terre, qui reste toujours signe de contradiction.

Cl.-R. S.

GUIDE DE LA FRANCE DES LUTTES (Stock)

par Alain Jaubert, Jean-Cl. Salomon,
Nathalie Weil, Ian Segal

avec une pointe de nombrilisme, nous dirions que ce vade-mecum nous guide du G.R.E.S.P. à LA JEUNE-REPUBLIQUE mais aussi, pour notre information, bien au-delà, avec des rubriques : « animation culturelle, cinéma, musique et disque, théâtre, écologie, édition, éducation, pacifisme et non-violence », etc., etc...

Le nom des responsables, la date de fondation, le nombre d'adhérents, les conditions de l'adhésion ainsi que le but de l'association sont indiqués.

Pour l'histoire de notre temps, il est intéressant de noter la variété des articles consacrés aux objecteurs de conscience, à l'avortement et à la contraception, aux victimes de la répression sexuelle, aux prisons (association pour la défense des droits des détenus, présidée par Vercors ou le Comité d'Action des Prisonniers, plus anonyme et même un peu secret), à l'action judiciaire (plaintes en tous genres contre les praticiens de la justice et classement des avocats à la Cour de Cassation et au Conseil d'Etat, suivant statistiques et succès obtenus par eux), aux loisirs et aux sports, aux minorités nationales, occitaniques ou bretonnes, ainsi qu'aux travailleurs immigrés.

L'avant-propos du livre prévient que 450 organisations démocratiques de gauche ou d'extrême gauche ont été répertoriées. Nous y découvrons, semble-t-il, une sorte de sympathie ou de préférence pour les groupes libertaires et non-conformistes, qui luttent contre l'injustice des institutions.

ADHÉRENTS, AMIS, ABONNÉS

Renouvelez dès aujourd'hui
COTISATIONS ABONNEMENTS
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Parti de la JEUNE-REPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

offrez un abonnement de
JEUNE RÉPUBLIQUE
à vos amis

PARIS ASSISES DU LOGEMENT SOCIAL

La Fédération Parisienne du PARTI DE LA JEUNE-REPUBLIQUE apporte son soutien aux ASSISES PARISIENNES DU LOGEMENT SOCIAL qui se dérouleront à PARIS les 23 et 24 novembre 1974.

Le PARTI DE LA JEUNE-REPUBLIQUE réaffirme sa volonté de donner la priorité absolue au logement social, en France, dans la politique de construction immobilière. Il dénonce tant la spéculation foncière, que la spéculation immobilière. Il estime que la rénovation des logements anciens doit bénéficier aux couches populaires qui, aujourd'hui en sont les premières victimes. Il considère que le droit au logement sur place doit être la règle générale et appliquée de toute rénovation d'immeuble. Dans l'immédiat, le PARTI de la JEUNE-REPUBLIQUE exige que le maintien dans les lieux soit respecté pour les locataires des logements anciens, notamment les personnes âgées.

Le PARTI de LA JEUNE-REPUBLIQUE se prononce pour le blocage des loyers et la révision de l'ensemble des catégories des immeubles anciens.

La Fédération Parisienne du PARTI de la JEUNE-REPUBLIQUE souhaite poursuivre le travail entrepris, avec les 20 organisations invitantes afin que, dans le cadre de la gauche unie, cette action soit la plus efficace possible pour tous les mal logés de la Région Parisienne.

TRANSPORTS EN COMMUN

Les organisations syndicales - C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. - et les partis politiques - P.C.F., P.C., P.S.U., Jeune-République et Objectif Socialiste - se sont réunies le 7 novembre, pour examiner la situation des transports et de la circulation dans la Région Parisienne après les mesures prises par le Gouvernement, notamment la hausse des prix du carburant, et à l'occasion de la discussion du budget 1975 par l'Assemblée Nationale.

Elles constatent que les solutions qu'elles ont mainte fois proposées pour une priorité réelle aux transports en commun, ne sont pas appliquées, et qu'en conséquence, la dégradation des moyens

de transports et de circulation, s'accroît gravement.

Les organisations syndicales et politiques insistent auprès des groupes parlementaires sur l'urgence qu'il y a de prendre en considération les revendications qu'elles soutiennent.

LORRAINE

Dans les Vosges, nos camarades ont participé à une réunion organisée par le Parti Communiste à Vittef, et à une réunion organisée par le Parti Socialiste à Contrexéville.

COMMUNIQUÉ COMMUN UNION PROGRESSISTE-PARTI DE LA J.-R.

Les représentants du Parti de la Jeune-République et de l'Union Progressiste se sont réunis à Paris le 19 octobre 1974. Ils ont procédé à un échange de vues sur l'actualité politique. Ils se félicitent, en particulier, de ce que, malgré des difficultés inévitables, les deux principaux partis de la gauche respectent leurs engagements, depuis la signature du PROGRAMME COMMUN de GOUVERNEMENT que l'Union Progressiste et le Parti de la Jeune-République ont approuvé dans ses grandes lignes.

Au moment où la crise économique et politique s'accroît, il convient que l'union la plus large rassemble les Françaises et les Français, dans le but de promouvoir une politique à la mesure des besoins et des aspirations de l'immense majorité de la population.

Le PARTI de LA JEUNE-REPUBLIQUE et l'UNION PROGRESSISTE incarnent potentiellement des courants non négligeables de la gauche française. Ils entendent apporter leur contribution aux efforts convergents des forces vives du pays, dans le nécessaire respect de la spécificité et du rôle de chacune des organisations qui luttent pour instaurer une société plus démocratique.

Pour l'UNION PROGRESSISTE : Robert Chamberlon - Hubert Chertier - Pascal Cyprien
Pour le PARTI de la JEUNE-REPUBLIQUE : Claude-Roland Souchet - Gérard Brissé - Alain Delangre - Marcelle Leconte

● XXI^e Congrès du Parti Communiste

Notre Secrétaire général, Claude-Roland Souchet, s'est rendu à l'invitation du XXI^e Congrès du Parti Communiste, aux côtés des représentants du Parti Socialiste, du Mouvement des Radicaux de Gauche et du P.S.U.

● Congrès des Elus Socialistes

Des élus municipaux de notre Parti ont participé, aux côtés de notre Président Louis Perrin, au Congrès des Elus Socialistes, les 30 novembre et 1^{er} décembre 1974.

LIBÉRATION N'EST PAS EXTERMINATION

La loi sur l'avortement n'a été votée que grâce aux voix de l'opposition. Elle est la bienvenue dans la mesure où la législation de 1920, punitive et répressive, ouvrait la voie à toutes les hypocrisies sociales, à toutes les aventures aussi. Il reste que la distance est courte entre interruption de grossesse et interruption de vieillesse, entre avortement et euthanasie, entre l'abréviation des souffrances et le four crématoire.

Cette loi est incomplète. Il fallait l'assortir de mesures plus concrètes sur l'information sexuelle, la protection de la famille, la libération de la femme au travail et dans les loisirs, l'élaboration d'un véritable statut de la mère au foyer.

Un sujet aussi grave pouvait-il être laissé à la discrétion de quelques notables, en majorité du sexe masculin, quelle que fût du reste la qualité morale et intellectuelle de chacun d'entre eux ? Par delà le vote du Parlement, ne méritait-il point le recours au référendum national ?

La Section des Vosges s'est réunie et a désigné son bureau pour le secteur de La Plaine.

NORMANDIE

Les militants de la Fédération de Normandie cherchent, parmi les amis de la J.-R., à Rouen ou dans la région, une personne sympathisante qui pourrait, bénévolement, mettre à leur disposition une pièce, voire un petit local pouvant accueillir des réunions périodiques. Merci. Pour toute offre ou suggestion, s'adresser à Jean Chappet, 8, rue Flaubert, à N.D. de GRAVENCHON 76330.

Marc SANGNIER

FONDATEUR DE LA
JEUNE RÉPUBLIQUE

3 AVRIL 1873 : Naissance de Marc SANGNIER. Il fit ses études au Collège Stanislas, obtint le premier prix de philosophie au concours général et entre à l'Ecole Polytechnique en 1895. En même temps, il réussit sa licence de droit.

1902 : Il prend la direction d'une revue LE SILLON pour se consacrer à l'ACTION DÉMOCRATIQUE. Il entreprend alors des CAMPAGNES DE RÉUNIONS CONTRADICTOIRES dans tout le pays. Sous son impulsion, des CERCLES d'ÉTUDES se développent rapidement.

LE SILLON DEVIENT UN MOUVEMENT qui a une revue « Le Sillon » et un journal hebdomadaire : L'ÉVEIL DÉMOCRATIQUE. Le but du SILLON ? UN MOUVEMENT LAÏQUE qui se propose de RÉALISER UNE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE, HONNÊTE, JUSTE et FRATERNELLE.

17 MAI 1908 : MARC SANGNIER fonde le Journal LA DÉMOCRATIE.

1910 : Le SILLON cesse de paraître.

1^{er} JUILLET 1912 : Marc SANGNIER fonde LA LIGUE DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE.

AOUT 1914 : La guerre. LA DÉMOCRATIE cesse son tirage. Marc SANGNIER est mobilisé.

16 NOVEMBRE 1919 : MARC SANGNIER élu député du 3^e secteur de Paris. Réélu en 1924.

1920 : Marc SANGNIER LANCE LES CONGRÈS INTERNATIONAUX DÉMOCRATIQUES POUR LA PAIX.

1929 : LA LIGUE FRANÇAISE DES AUBERGES DE LA JEUNESSE.

1932 : L'ÉVEIL DES PEUPLES, hebdomadaire, est lancé. Il cessera de paraître en 1939. Marc SANGNIER a quitté la JEUNE-RÉPUBLIQUE qu'il continue d'épauler, pour se consacrer à une action pour la paix.

18 FÉVRIER 1944 : Marc SANGNIER est arrêté par la Gestapo avec tout le personnel de l'imprimerie clandestine de LA DÉMOCRATIE.

1950 : Marc SANGNIER meurt le jour de la Pentecôte.

LA DÉMOCRATIE :

Marc SANGNIER définissait la démocratie comme « L'ORGANISATION QUI TEND A PORTER AU MAXIMUM LA CONSCIENCE ET LA RESPONSABILITÉ DE CHACUN ». Aujourd'hui, le SOCIALISME PERSONNALISTE DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE entend faire de chaque citoyen dans la nation, de chaque travailleur dans l'entreprise, de tout être humain quel qu'il soit, une personne responsable et digne de respect.

MARC SANGNIER A JULES GUESDES :

A Roubaix, Marc SANGNIER affirme à Jules Guesdes : « Les différents régimes de la propriété sont appelés à se succéder les uns les autres et nous sommes convaincus que le salariat n'aura qu'un temps ». Le fondateur de la future JEUNE-RÉPUBLIQUE est convaincu que « LES CAPITALISTES SERONT SUPPRIMÉS COMME LES VIEUX BARONS FÉODAUX ».

1906 :

Le SILLON prend de plus en plus ses distances envers la Démocratie Chrétienne. Le « plus grand Sillon » se développera dans cette France en voie d'industrialisation que secouent les conflits sociaux : la pression ouvrière engendrera des lois sociales moins inhumaines.

1909 : CAMPAGNE ÉLECTORALE A SCEAUX :

Dans son programme MARC SANGNIER demande des réformes sociales (retraites ouvrières, repos hebdomadaire, impôts progressifs sur le revenu) une démocratisation de l'armée, la représentation proportionnelle. Il énonce « que l'ÉMANCIPATION DU PROLÉTAIRE NE PEUT ÊTRE QUE L'ŒUVRE DES PROLÉTAIRES EUX-MÊMES ». Il va même jusqu'à concevoir un statut de la propriété et à reconnaître « DES INTÉRÊTS DE CLASSE ». MARC SANGNIER répétait « QUE L'AMOUR EST PLUS FORT QUE LA HAINE ». La pire des défaites est d'être réduit à haïr ses ennemis.

CONGRÈS DE 1927 :

MARC SANGNIER déclare « QUE LA PAIX ÉCONOMIQUE N'EST PAS POSSIBLE TANT QUE LES PEUPLES ACTUELLEMENT COLONISÉS NE SONT PAS APPELÉS A ORGANISER EUX-MÊMES LEUR ÉCONOMIE ».

1928 :

MARC SANGNIER rappelle que « LE TRAVAIL, VICTIME DU CAPITAL, DOIT DEVENIR MAÎTRE DU CAPITAL ».

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92 - NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature